

Déclaration des Associations de Droits Humains (CADH)

Les Associations de Droits Humains ont suivi avec une inquiétude croissante l'évolution dramatique de la situation de notre pays en matière de sécurité. Leur triste constat est que le sentiment politico ethnique a pris le dessus dans les discours, les attitudes et les comportements de la plupart des Burundais, des plus hauts responsables politico administratifs aux simples citoyens. Cela est entrain de conduire inexorablement le pays vers la violence généralisée, en somme vers son autodestruction

Les prémisses en sont les dernières en sont les dernières flambées de violence perpétrées par des milices et bandes armées sur la presque totalité du territoire national, en particulier en mairie de Bujumbura. Ces violences se caractérisent par des tueries, des pillages et des destructions massives de bien ainsi que des déplacements de population ainsi qu'à l'extérieur du pays.

Les Associations de Droits Humains expriment leurs vives préoccupations et condamnent énergiquement les auteurs et les complices de ces forfaits. Elles présentent leurs condoléances et leur sympathies aux familles éprouvées.

En conséquence, les Associations de Droits Humains ont décidé de lancer ce cri d'alarme aux citoyens burundais.

1. Aux plus hauts responsables de l'Etat, nous exigeons un discours commun orienté exclusivement vers la paix et la réconciliation. Nous ne leur demandons pas de ménager ou de protéger leurs ethnies ou leurs partis politiques, nous ne leur demandons pas d'adopter un langage pour les étrangers et un autre pour les nationaux. Nous voulons un langage, des mesures, des solutions, qui sécurisent toutes les ethnies, tous les partis politiques, tous les citoyens.

2. Nous demandons aux autres dignitaires de ne pas se laisser dominer par les sentiments et les comportements politico ethniques. Nous voulons des leaders et non des chefs de guerre. Cette dernière a déjà emporté beaucoup de nos concitoyens. Elle risque de les emporter eux aussi. De toutes les façons la voie de la violence n'a jamais résolu les problèmes. Ceux qui croient sauver leur ethnie en immolant notre jeunesse sur l'autel de l'intolérance ne font que précipiter notre pays sur la voie de la déchéance.

3- Aux chefs de partis politiques, nous disons ce qui suit. La défense de vos intérêts individuels vous a guidés vers la course aux postes de responsabilité. Cela vous a amené à tourner le dos à l'intérêt général. Vos déclarations actuelles en sont la preuve éclatante. Vous n'hésitez pas à farfouiller la plaie du peuple burundais par des déclarations incendiaires. Vous n'hésitez plus à attiser le germe de la division chez vos militants. Votre cécité politique vous fait retirer la paille des yeux des autres en oubliant de retirer la poutre qui endommage les vôtres. Personne n'ose dénoncer ses milices ou ses bandes armées. Croyez-nous, ce n'est pas ainsi que vous conduirez le pays sur la voie de la réconciliation.

4- Nous reconnaissons que les forces de l'ordre assument une mission délicate et difficile dans la situation que vit notre pays. Nous leur recommandons néanmoins de faire un effort particulier pour rester neutres et tolérants, pour éviter de céder au sentiment politico ethnique qui, nous l'avons vu, conduit parfois à la complaisance, voire même à la vengeance.

Les forces de l'ordre doivent en définitive s'efforce de rester le rempart de l'Etat et de la nation.

5- L'intergentia burundaise s'est laissé gagner par le même sentiment politico ethnique. Le raisonnement, la réflexion objectifs ont cédé le pas aux ragots dévastateurs ; nous assistons à un silence complice, à une indifférence qui frise l'irresponsabilité. En désespoir de cause, certains sont rejoints par la logique de la violence et contribuent activement à l'auto armement et à l'armement des milices et des bandes armées.

Dans un dernier sursaut vers la vie, levons-nous ensemble, hutu, tutsi et twa pour embrasser la voie du dialogue et de la solidarité, la seule qui puisse nous conduire vers la paix.

6- La population burundaise des collines, résignée et désespérée, est entrée en complicité avec les milices et les bandes armées supposées défendre l'ethnie de chacun. Elle va même jusqu'à une contribution forcée ou consentie à leur entretien.

Nous leur demandons de se solidariser, hutu, tutsi et twa contre les forces destructrices qui les sollicitent. C'est la seule voie vers la survie collective.

7- Une bonne partie de la jeunesse, celle du monde urbain comme celle du monde rural, la non scolarisée ou la scolarisée, s'est laissée solliciter par les forces de la division. Des jeunes ont accepté des armes pour les tourner contre leurs condisciples et leurs frères. Ils se livrent actuellement à des destructions innombrables des vies humaines et des infrastructures matérielles. Ainsi ils croient défendre leurs ethnies, les militants de leurs partis politiques. Ils oublient qu'ils sont entraînés à creuser leur propre tombe.

Ils sont entraînés à obstruer leur avenir au lieu d'exiger de leurs aînés, des responsables politico administratifs, des programmes pour la réconciliation et la reconstruction.

8- Aux pays et organismes amis du Burundi, nous demandons un soutien matériel et moral de nature à réconcilier les Burundais et à les aider dans leur entreprise de reconstruction nationale. Toute intervention opportuniste ou partisane ne nous sera d'aucune quelconque utilité.

A tout le monde nous disons : stoppez cette machine de destruction. Levons-nous tous dans un dernier sursaut pour tourner le dos au gouffre vers lequel inexorablement nous nous dirigeons.

Fait à Bujumbura le 29/03/1995

Association pour la Promotion et la Protection de la liberté d'Expression (APPLE) (sé)

Ligue Burundaise des Droits de l'Homme (ITEKA) (sé)

Ligue Burundaise pour la Défense et la Promotion des droits de l'Homme (SONERA) (sé)

Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie (FUPD) (sé)

Organisation Jeunesse Future (OJF) (sé)

Union des Jeunes pour la Défense de leurs Droits (UJDD) (sé)

Association Femme pour la Paix (AFP) (sé)

Association pour la Promotion Economique de la femme (APEF) (sé)

Fédération Nationale des Clubs UNESCO du Burundi ((FENACU) (sé)

Association des juristes catholiques du Burundi (AJCB) (sé)

Association pour la Promotion des Groupes défavorisés (APGD) (sé)